

Alliances et équilibre des puissances au Moyen-Orient

Compte tenu de la fragmentation des dynamiques politiques intérieures et régionales, il ne semble pas qu'un seul acteur, étatique ou non-étatique, puisse s'imposer comme force dominante.

Brian Katulis

A l'occasion du quatrième anniversaire des révoltes arabes, une analyse clinique des tendances stratégiques au Moyen-Orient révèle que la région est plongée dans des luttes complexes pour le pouvoir et l'hégémonie dans lesquelles interviennent des puissances régionales clés. Les acteurs externes ne jouent pas un rôle très important dans ces nouvelles dynamiques stratégiques qui circulent au Moyen-Orient ; les principaux moteurs du changement viennent de la propre région. Le cadre actuel est très variable et connaît de brusques soubresauts, comme en témoigne par exemple la montée en puissance du groupe de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) en Irak et en Syrie cet été ou la conquête de la capitale du Yémen par le mouvement houthi, au cours de l'automne 2014.

La lutte pour le pouvoir et la légitimité est intense et parfois même très féroce dans des pays comme la Syrie, l'Irak, la Libye et le Yémen. Mais bien souvent, les combats acquièrent des caractéristiques propres à une nouvelle guerre froide, une lutte pour l'hégémonie dans laquelle intervient le soutien politique et économique silencieux d'autres acteurs de la zone.

Compte tenu des tendances démographiques, sociales et politiques de la région, il est fort probable que ces quatre dernières années ne soient que le début d'une longue période de remodelage de l'équilibre des puissances dans la région. Dans ce nouveau contexte, les politiques des acteurs externes comme les États-Unis, l'Europe et la Chine peuvent avoir une certaine influence sur les tendances régionales, mais il serait erroné de croire que l'intervention de ces acteurs peut, à elle seule, déterminer le résultat final.

À l'intérieur de la région, les forces ont démontré qu'elles étaient décidées à forger leur propre avenir et les acteurs externes devraient inciter les puissances régionales clés à contrôler leurs plus mauvaises propensions à des comportements destructifs et séparatistes.

Les puissances étrangères devaient aussi repenser leurs stratégies de collaboration pour engager les pays de la région vers une plus grande cohésion et coopéra-

tion entre eux et pour renforcer les liens politiques et économiques, avec le reste du monde.

La nature multidimensionnelle de la lutte pour l'influence régionale

Aujourd'hui, la lutte pour le pouvoir au Moyen-Orient est multipolaire et multidimensionnelle au sens que les pays et les acteurs non-étatiques utilisent différents moyens d'influence pour tenter de modeler les tendances : l'action militaire directe, le renforcement de la sécurité, le soutien économique, des campagnes dans les médias et le soutien direct attribué aux mouvements politiques d'autres pays, sont quelques-unes des caractéristiques de cette concurrence.

Les meilleurs exemples de renforcement de la sécurité et de l'action militaire directe de la part des acteurs régionaux se trouvent en Libye, en Irak et en Syrie. En Libye, les EAU, en coopération avec l'Égypte, ont mené des attaques militaires aériennes contre les milices islamistes, en 2014 (exemple de comment les pays de la région prennent des mesures de leur propre initiative sans informer et que consentent au préalable les puissances mondiales).

L'étonnante poussée de l'EIL a conduit les USA à travailler avec une coalition de puissances régionales pour mener une campagne de frappes aériennes et coordonner le soutien aux forces terrestres irakiennes et syriennes (qui opéraient très souvent au niveau sous-national, comme les peshmergas kurdes dans le nord de l'Irak). Au cours des dernières années, les pays du Golfe comme l'Arabie saoudite et le Qatar et quelques donateurs privés comme les Koweïtiens, ont fourni tout un éventail d'aides aux différentes factions des forces opposées au régime d'Al Assad en Syrie, ce qui a provoqué une opposition politique et armée divisée qui ne s'est pas avérée efficace au moment d'atteindre l'objectif de renverser Al Assad (en partie à cause des flux antagonistes d'armes et de soutien économique).

Une autre dimension de la lutte pour l'influence régionale a été le soutien économique aux gouvernements et aux mouvements politiques de toute la région. On peut ci-

Brian Katulis, chercheur principal au Center for American Progress, Washington DC.

ter à cet égard l'exemple d'Égypte qui a connu différentes phases de soutien de la région dès le renversement du président Hosni Moubarak. De 2012 à 2013, les principaux collaborateurs de l'Égypte, alors gouvernée par les Frères musulmans, étaient le Qatar et la Turquie. Suite au coup d'État qui a destitué l'ancien président Morsi en juillet 2013, les principaux partenaires du nouveau gouvernement sont l'Arabie saoudite, les EAU et le Koweït, qui lui ont offert une aide sans précédent de plus de 20 milliards de dollars au cours de la première année. Le soutien économique ne se limite pas seulement à une aide monétaire directe mais il se traduit également par un soutien énergétique et par une tentative d'encourager l'investissement privé.

Un aspect de ce combat multidimensionnel pour l'hégémonie a lieu sur le champ de la politique et des médias : la lutte pour gagner les cœurs et les esprits du public. Le soutien du Qatar aux mouvements islamistes comme les Frères musulmans, et son investissement de longue date dans Al Jazeera, sont des bons exemples des tentatives de façonner la politique et l'opinion publique de la région. D'autres pays ont investi dans des alternatives politiques et de communication (tous destinés à baliser leurs arguments sur qui l'opinion publique devrait appuyer). Le cadre actuel est plus imprévisible et changeant que celui qui existait au cours des décennies précédentes, quand les médias publics étaient contrôlés par les gouvernements et quand l'accès aux médias étrangers était plutôt limité.

L'absence de coalitions régionales stables ou hégémoniques

La lutte pour l'influence au Moyen-Orient actuel est multipolaire car aucun acteur, gouvernement, ou institution non-étatique n'a de position dominante et il ne semble pas exister de coalitions stables dans la région. Les différents cadres d'analyse des tendances régionales peuvent avoir une certaine validité, mais chacun d'eux comporte aussi ses propres limites.

La division la plus évidente est l'affrontement sectaire entre les sunnites et les chiïtes, au sein duquel l'Arabie saoudite et l'Iran sont les deux puissances qui jouent un rôle prépondérant dans une concurrence qui s'étend à toute la région. Cette division sectaire est devenue très violente en Syrie, Irak et Yémen où les acteurs sous-nationaux, avec l'aide de différentes puissances régionales, luttent entre eux sur le champ de bataille. La division sectaire reste très tendue au Liban où les divisions politiques et les dysfonctionnements reflètent, dans une certaine mesure, les déséquilibres des forces et la division des puissances régionales. En conséquence, l'élection cette année, d'un nouveau président libanais se trouve toujours dans l'impasse.



Rencontre du secrétaire d'État, Kerry, avec le ministre iranien des Affaires étrangères, Javad Zarif, la représentante ad hoc de l'UE, Ashton, et le ministre omanais des Affaires étrangères, Bin Alawi, dans le cadre des négociations autour du dossier nucléaire iranien. Mascate, le 9 novembre 2014. /NICHOLAS KAMM/AFP/GETTY IMAGES

Mais la fracture sectaire entre les sunnites et les chiïtes n'est que l'un des aspects des dynamiques régionales générales. La lutte pour l'hégémonie entre les principaux pays à majorité sunnite est passée au premier plan et a opposé l'Arabie saoudite et les EAU au Qatar et à la Turquie. La ligne de démarcation la plus importante est le dossier de l'islam politique, car le Qatar et la Turquie défendent une approche qui est plus favorable, pour leurs idées et soutiens, aux mouvements islamistes comme les Frères musulmans. Mais ce cadre n'est pas aussi simple et facile que celui qui est décrit : l'Arabie saoudite continue de soutenir divers mouvements sociaux et politiques à tendance islamiste qui ne s'alignent pas sur les Frères musulmans. Les lignes de démarcations ressemblent, en quelque sorte, aux séparations qui existaient entre les monarchies et les républiques – comme on l'a vu pendant les guerres froides arabes des années soixante – mais il s'agit-là d'une description incomplète de ce qui se passe au Moyen-Orient.

S'il existe une nouvelle dynamique qui aide à décrire ce qui se passe aujourd'hui au Moyen-Orient, celle-ci pourrait être que des États plus forts, plus riches et plus soudés au niveau interne sont en train de livrer des batailles politiques et militaires à l'intérieur de pays plus faibles, plus pauvres et plus divisés au niveau interne. Ces combats ont pour conséquence la dégradation continue des institutions publiques et de l'unité nationale dans certains pays situés sur les lignes de fracture sectaires du Moyen-Orient, comme l'Irak et la Syrie, ainsi que la rupture du consensus national dans des pays comme l'Égypte.

Dans ce nouveau contexte régional, il est peu probable qu'un pouvoir hégémonique unique puisse voir le jour. Étant donné la nature fracturée des dynamiques politiques régionales, combinée à la fragmentation de la politique intérieure, il semble difficile qu'un seul acteur, étatique ou non-étatique, puisse s'imposer comme force dominante. Les combats idéologiques qui se produisent ne sont pas cohérents, étant donné l'absence de profondeur inhérente à la pensée idéologique et à la politique.

En revanche, le Moyen-Orient est témoin d'une lutte pour le pouvoir qui est nettement à court d'idées profondes circonscrites sur un échiquier politique cohérent, comme dans d'autres régions. Il y a des tendances très diverses au sein de la pensée islamiste, allant des voix les plus radicales comme celles de l'EIIL et d'Al Qaida, jusqu'aux plus modérées comme celles des groupes islamistes participant aux processus politiques démocratiques des pays comme la Tunisie. Les anciennes idées sur une pensée politique panarabe jouent un rôle marginal, mais aucune alternative politique cohérente n'a surgi. Par ailleurs, sont apparues quelques forces non arabes, comme les kurdes d'Irak, de Syrie et de Turquie qui s'avèrent essentielles dans cette nouvelle dynamique régionale. Dans certains pays comme l'Égypte, une nouvelle forme de sentiment hypernationaliste est apparue, mais aucun représentant clair avec une pensée politique alimentant le débat politique d'une manière plus organisée n'a percé.

Quatre ans après les révoltes arabes, l'ampleur de la véritable transformation des structures du pouvoir et des économies politiques de la région reste encore assez limitée. Une majorité des 19 pays de la zone n'a pas connu de changements importants. Environ un tiers a vécu de graves émeutes (la Syrie, l'Irak, la Libye, le Yémen, les territoires palestiniens, l'Égypte et le Bahreïn). Le reste est assez stable bien que cette stabilité soit un peu fragile étant donné les accablantes tendances économiques, sociales et démographiques d'une zone où la majorité de la population est jeune et où les économies de presque tous les pays n'ont pas été en mesure d'atteindre celles du reste du monde. Quatre pays – la Tunisie, l'Égypte, la Libye et le Yémen – ont connu des changements de gouvernement, parfois à plusieurs reprises. Mais, même si ces pays ont vécu dans un climat de grande instabilité et d'alternance au gouvernement, les bases des structures du pouvoir de l'élite n'ont pas changé considérablement.

Le rôle des acteurs externes dans le nouveau Moyen-Orient

Dans le cadre complexe du Moyen-Orient actuel, le principal nouveau facteur est qu'il existe diverses forces régionales qui agissent avec plus de fermeté pour produire des changements. Les principaux acteurs étatiques sont les pays du Golfe, riches en pétrole, et dans une moindre mesure la Turquie, du fait de son économie et de ses nombreux liens commerciaux avec toute la ré-

gion. Les acteurs non-étatiques sont maintenant beaucoup plus importants au Moyen-Orient qu'ils ne l'étaient au cours des 10 dernières années. La dispersion du pouvoir, l'effondrement des institutions publiques et la multiplication des voies d'influence dans un panorama médiatique plus varié, ont créé un espace qui a été exploité par des groupes extrémistes violents comme l'EIIL et par des activistes non gouvernementaux plus pacifiques comme ceux des soulèvements populaires dirigés par des jeunes dans des pays comme la Tunisie et l'Égypte.

Ce contexte constitue donc un défi pour des acteurs externes comme les USA et l'Europe qui souhaitent coopérer, alors que les outils de collaboration traditionnels sont toujours ancrés dans le passé. La stratégie américaine pour le Moyen-Orient s'incline toujours vers une coopération en matière de sécurité et sa stratégie générale consiste à créer et à maintenir le plus grand nombre possible d'accords de collaboration avec autant d'acteurs étatiques que possible. Les USA sont donc moins enclins à prendre parti pour un camp ou pour un autre dans les luttes intra-sunnites entre l'Arabie saoudite et le Qatar et ils doivent donc parvenir à des rapprochements plus inclusifs comme la coalition contre l'EIIL qui englobe tous ces groupes.

Les tentatives européennes de collaborer économiquement et politiquement avec les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord n'ont pas eu de conséquences perceptibles malgré le besoin d'aide pressant dans les transitions politiques et économiques. L'une des principales causes réside dans les défis économiques que doit relever l'Europe depuis 2008, qui ont empêché celle-ci et les USA d'honorer leurs engagements de projets comme le Partenariat de Deauville, approuvé en 2011 par le G-8. Le détournement de l'attention et des ressources pour affronter les défis que posent la Russie et l'Ukraine en Europe de l'Est est un autre facteur qui explique cette inefficacité.

À court terme, les USA et l'Europe devraient étudier des moyens de créer des mécanismes d'incitation pour que les acteurs de la région collaborent à la recherche de solutions politiques plus inclusives et d'institutions politiques plus pluralistes. Ce qui impliquera un changement d'orientation afin de mettre fin à la prédominance des solutions militaires et sécuritaires (bien que les forces de l'ordre nationales continueront à avoir besoin de beaucoup d'aide dans des pays comme l'Irak). Les stratégies de collaboration des USA et de l'Europe devront changer afin de trouver des moyens plus stratégiques d'encourager les réformes économiques et politiques qui aideront le Moyen-Orient à s'intégrer davantage à l'économie mondiale et à mettre un terme à la tactique des interventions d'urgence face aux menaces contre la sécurité nationale. Dès que ces changements seront opérés, les USA et l'Europe devraient essayer d'impliquer des puissances émergentes comme la Chine et l'Inde, qui vont avoir des intérêts croissants dans une région plus stable et fonctionnelle comme le Moyen-Orient, compte tenu de leur dépendance de plus en plus forte à l'égard des réserves énergétiques et de leurs liens économiques plus étroits avec le Moyen-Orient. ■